



JAVIER MILEI : SYMPTOME OU REMEDE AU MAL ARGENTIN ?

Par Hugo RAGAIN, Expert des questions économiques du Millénaire



AVANT-PROPOS

À l'aube du XXe siècle, l'Argentine figurait parmi les nations les plus riches et les plus dynamiques de la planète. Son expansion économique, portée par un secteur agricole florissant, une politique libérale tournée vers l'extérieur et une vague migratoire d'une ampleur inédite, la hissait au rang des puissances émergentes. Pourtant, le pays, souvent perçu alors comme une « terre de promesse », s'est progressivement enfoncé dans une série de crises économiques et sociales, mettant à mal son statut envié et son potentiel de croissance. **Le mal argentin - stagnation du PIB, hyperinflation, dévaluations à répétition, crises monétaires, endettement chronique, interventions du FMI - s'est installé durablement, suscitant une profonde désillusion chez les citoyens.** Le contraste est saisissant : là où l'Argentine aurait pu poursuivre sa marche vers un développement soutenu, elle s'est retrouvée prise dans un cercle vicieux de politiques hasardeuses et de choix économiques discutables, entre protectionnisme, populisme et rigueur budgétaire imposée.

Ce déclin macroéconomique, **marqué par une succession de coups d'État, d'expériences néolibérales inachevées, de retours à un nationalisme économique fébrile**, a profondément altéré le tissu social et politique du pays. Les défis structurels—dépendance aux matières premières, faiblesse de l'industrie, fragilité institutionnelle—n'ont jamais été véritablement résolus. Au contraire, ils ont alimenté un climat de méfiance à l'égard des élites traditionnelles, de l'establishment politique et des partis historiques qui, de Juan Perón jusqu'aux Kirchner, ont tenté tant bien que mal de proposer des réponses. Les mouvements sociaux, la montée du syndicalisme, les épisodes successifs d'austérité et de relance, les tentatives de stabilisation par la dollarisation partielle ou l'encadrement strict des capitaux : aucune de ces expérimentations n'a réussi à enrayer durablement la spirale descendante de l'économie argentine.

C'est dans ce contexte complexe, marqué par un sentiment d'urgence et d'exaspération, qu'un personnage atypique, **Javier Milei**, est entré en scène.

Économiste ultralibéral, figure médiatique controversée, orateur aux propositions radicales, **Milei capitalise sur le ras-le-bol général de la population face à des décennies de stagnation et de régressions successives**. Il incarne une critique acerbe de l'État interventionniste, du clientélisme politique, de la corruption enracinée, et se pose en pourfendeur des politiques monétaires inflationnistes qui ont laminé le pouvoir d'achat. Son ascension reflète à la fois une recherche d'alternatives radicales, une volonté de rompre avec le passé et l'expression d'une frustration diffuse face à l'incapacité des dirigeants à restaurer la prospérité d'antan.

Ainsi, après les dominations des remèdes keynésiens portés par les gauches sociales-démocrates et les remèdes technocratiques ordo-libéraux portés par les droites chrétiennes-démocrates, **l'heure n'est-elle pas venue à la prise de pouvoir des populismes libertariens de droite ?** Milei est-il une réponse adaptée à ce déclin ? Ou n'est-il que l'ultime symptôme d'un malaise plus profond ?

AVANT-PROPOS	2
<i>L'ARGENTINE : « LES ETATS-UNIS DU SUD ».....</i>	5
UNE ANCIENNE PUISSANCE ECONOMIQUE	5
UNE MODERNISATION DE LA SOCIETE ARGENTINE.....	7
<i>LE PERONISME ET LE DEBUT DE L'AFFAIBLISSEMENT</i>	9
L'ERE PERONISTE : L'ARGENTINE EXPERIMENTE LE DIRIGISME	9
LE GRAND DECLASSEMENT ECONOMIQUE.....	12
UN ANCRAGE DU PERONISME A TRAVERS LES MAUVAIS REGIMES POLITIQUES	14
<i>JAVIER MILEI : SYMPTÔME OU REMEDE ?.....</i>	26
« LE MILEISME » : SYMPTOME DES MAUX ARGENTINS AVEC DES INDICATEURS DE LIBERTE AFFAIBLIS	26
LES REMEDES DU « MILEISME »	29
L'OUVERTURE DES MARCHES COMME RELAIS DE CROISSANCE	29
LES REFORMES STRUCTURELLES NECESSAIRES A OPERER.....	30
LES PREMIERS RESULTATS DU MILEISME FACE AUX OBSTACLES STRUCTURELS	33
<i>CONCLUSION : VERS UN MODELE POPULISTE LIBERTARIEN ?.....</i>	36

L'ARGENTINE : « LES ETATS-UNIS DU SUD »

L'un des faits les plus marquants de **l'histoire de l'Argentine est son grand déclassement en termes de puissance**. Si lors de la seconde moitié du XIXème siècle, le pays aurait pu être comparé et suivre le même chemin que les Etats-Unis, il n'en a rien été.

UNE ANCIENNE PUISSANCE ECONOMIQUE

À la charnière des XIXe et XXe siècles, **l'Argentine s'impose comme l'une des grandes puissances économiques du monde**. Profitant d'un contexte international favorable, le pays, sous l'impulsion de présidents comme Julio Argentino Roca à partir de 1880, met en place une politique de libéralisme économique audacieuse, accélérant son intégration dans le commerce mondial. Cette période, souvent qualifiée d'« **âge d'or** » argentin, se caractérise par une croissance spectaculaire, une modernisation économique et sociale, ainsi qu'une très forte attractivité migratoire, positionnant le pays parmi les économies les plus prospères de la planète.

L'Argentine s'ouvre largement aux capitaux étrangers, notamment britanniques, et tire profit de l'essor du commerce mondial. La demande européenne pour les produits agricoles—céréales, viande bovine, laine—est en forte augmentation, et l'Argentine se hisse rapidement dans le top 5 des pays exportateurs de produits agricoles. Entre 1860 et 1912, les exportations augmentent de 6 % par an en moyenne, soutenues par une conjoncture exceptionnelle. Le Royaume-Uni devient le premier client de Buenos Aires, illustrant le poids déterminant de la demande européenne dans le décollage économique du pays. **Grâce à cet afflux de devises et d'investissements, l'Argentine développe rapidement ses infrastructures, en particulier un réseau ferroviaire qui passe de 503 à plus de 31 000 kilomètres**. Cette expansion fulgurante facilite la circulation des marchandises à l'intérieur du

territoire et accroît la productivité agricole, dont la Pampa et la Patagonie constituent des espaces privilégiés.

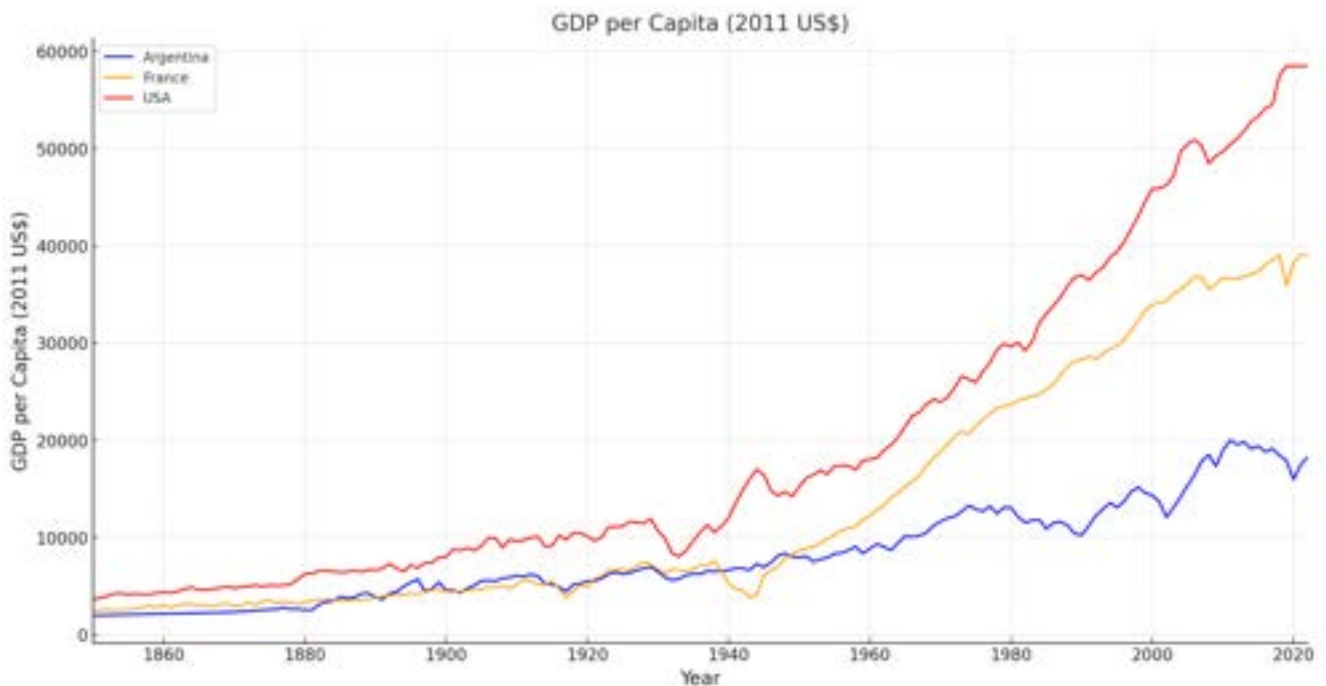


Figure 1 - Sources : Maddison Project - Calculs de l'auteur

Ce graphique présente l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant ajusté en dollars internationaux constants de 2011 (US\$) pour trois pays : l'Argentine, la France et les États-Unis, sur une période allant de 1850 à 2020. Les données permettent d'observer les trajectoires économiques distinctes de ces trois nations au cours des derniers siècles. Les États-Unis montrent une croissance continue et soutenue du PIB par habitant, particulièrement à partir de la seconde moitié du XXe siècle. Cette tendance traduit une industrialisation rapide, suivie par un essor technologique majeur et une forte productivité économique. La France suit une tendance ascendante similaire, bien que moins marquée que celle des États-Unis. Le PIB par habitant français connaît des périodes de ralentissement lors des guerres mondiales et de crises économiques, mais retrouve une trajectoire positive après chaque phase de reconstruction. L'Argentine affiche un schéma plus instable. **Jusqu'au début du XXe siècle, l'économie argentine suit une croissance comparable à celle des pays développés.** Cependant, à partir des années 1950, des périodes de stagnation, d'instabilité politique et économique ont freiné sa progression. La courbe argentine montre des

cycles marqués, avec des phases de croissance suivies de crises économiques récurrentes.

La hausse soutenue du PIB réel et du revenu par habitant rapproche l'Argentine des niveaux de vie des pays les plus développés du globe. En 1908, elle se classe même parmi les nations les plus riches et les plus avancées. Cette prospérité se lit également dans le dynamisme démographique : la population quadruple entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle, stimulée par une immigration massive en provenance d'Europe, principalement d'Espagne et d'Italie. **Entre 1890 et 1914, environ 5 millions de personnes débarquent à Buenos Aires, faisant de l'Argentine le 2^e pays d'accueil d'immigrants au monde derrière les États-Unis.** Ces nouveaux arrivants participent à l'urbanisation et à la diversification du tissu économique, notamment dans les services et l'artisanat. En 1914, **près des deux tiers des ouvriers et artisans sont nés à l'étranger, et les étrangers représentent 30 % de la population totale.** Cette situation inédite contribue à enrichir la culture et la société argentines en pleine mutation.

UNE MODERNISATION DE LA SOCIÉTÉ ARGENTINE

La modernisation du pays ne s'arrête pas à l'économie. Les autorités engagent une réforme en profondeur du système éducatif, fondée sur la gratuité, la laïcité et l'obligation scolaire. **Entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle, le taux d'alphabétisation passe de 22 % à 65 %,** un niveau remarquablement élevé dans le contexte latino-américain de l'époque. L'éducation devient ainsi un vecteur d'intégration pour des centaines de milliers de migrants et un pilier de la construction nationale. Cette politique contribue à forger une identité argentine singulière, cosmopolite et tournée vers le progrès.

Malgré une croissance spectaculaire, **l'industrialisation reste plus lente et moins homogène que l'essor agricole ou tertiaire.** Les usines nécessitent encore une importante main-d'œuvre manuelle dans les années 1930, tandis que l'accumulation de richesses se concentre dans les mains de quelques

grandes familles et entrepreneurs agricoles. Les inégalités se creusent de façon notable : si, au milieu du XIXe siècle, les plus riches avaient des revenus environ 68 fois supérieurs à ceux des plus pauvres, cette disparité passe à 933 fois plus en 1910. Les salaires restent faibles et la pauvreté significative, ce qui suscite l'émergence d'organisations syndicales puissantes. Ainsi, dès 1901, l'Argentine voit naître la Fédération ouvrière régionale argentine, premier syndicat d'Amérique latine, et une grève générale est organisée à Buenos Aires en 1902. Ces mouvements sociaux anticipent les tensions croissantes qui accompagneront la transition d'une puissance agricole florissante vers un modèle plus industriel et plus équitable.

La puissance argentine de l'époque se reflètera également dans son expansion territoriale. **Entre 1878 et 1884, la « conquête du Désert » triple presque la superficie du pays, mais au prix d'affrontements sanglants avec les populations autochtones.** Les territoires conquis, notamment en Patagonie, sont répartis entre grands propriétaires soutenant financièrement les campagnes militaires.

L'extension du réseau ferroviaire, l'utilisation du télégraphe et de fusils modernes renforcent la domination des créoles et des Européens sur les peuples indigènes, considérés comme inférieurs par le gouvernement. Ces politiques expansionnistes, quoique révélatrices de la puissance alors exercée par l'Argentine, laissent une empreinte durable sur la structure foncière et les inégalités socio-ethniques du pays.

LE PERONISME ET LE DEBUT DE L'AFFAIBLISSEMENT

L'ERE PERONISTE : L'ARGENTINE EXPERIMENTE LE DIRIGISME

L'arrivée de Juan Domingo Perón au pouvoir en 1946 incarne un basculement majeur dans l'histoire économique et politique de l'Argentine. Alors que, quelques décennies plus tôt, le pays figurait parmi les principales puissances agricoles et libérales du globe, **la période péroniste introduit une nouvelle doctrine, guidée par une forte intervention de l'État, une volonté de redistribution sociale et une quête d'indépendance nationale face aux influences extérieures.** Souvent présenté comme une « troisième voie » entre le capitalisme libéral et le socialisme révolutionnaire, le péronisme repose sur un pilier essentiel : **l'alliance entre l'État, le monde ouvrier et une industrie nationale protégée.**

Cependant, cette réorientation profonde a eu des effets ambivalents. Si, dans un premier temps, elle renforce le pouvoir d'achat des travailleurs, consolide la cohésion sociale et flatte la souveraineté argentine, elle amorce aussi un lent processus d'affaiblissement économique. **L'immobilisme s'installe, le socialisme d'État réducteur freine l'initiative privée, les chocs macroéconomiques se multiplient et l'instabilité de l'Amérique latine vient aggraver une situation déjà précaire.**

Le péronisme se caractérise par un État interventionniste déterminé à orienter l'activité productive. **Les secteurs stratégiques -l'énergie, les transports, les télécommunications, l'acier, entre autres- sont nationalisés ou étroitement contrôlés.** L'objectif, annoncé comme patriotique, consiste à s'affranchir du joug des puissances étrangères et des capitaux extérieurs, en vue de construire un modèle industriel autonome. Cette démarche s'accompagne de politiques protectionnistes, comme le

contrôle des importations et la fixation de taux de change avantageux pour les producteurs nationaux. Dans l'immédiat, ces mesures semblent stimuler l'industrialisation par substitution aux importations et encourager l'emploi manufacturier.

Toutefois, **sur le long terme, ce cadre étatique rigide crée un climat d'immobilisme économique.** L'absence de concurrence internationale, la prééminence des monopoles d'État et le soutien inconditionnel à certaines branches industrielles inefficaces aboutissent à une économie figée, peu réactive aux signaux du marché mondial. Faute de pression concurrentielle, les entreprises publiques comme privées se contentent souvent de maintenir leur rang sans innover, ni chercher à gagner en productivité. Cet immobilisme mine la capacité de l'Argentine à s'adapter aux évolutions technologiques et aux changements structurels de l'économie globale.

L'interventionnisme se traduit également par une bureaucratie lourde, souvent corrompue ou clientéliste, où les postes stratégiques, nommés plus que mérités, favorisent le népotisme. L'octroi de subventions, la distribution de crédits à taux préférentiel et la régulation tatillonne des flux commerciaux finissent par étouffer l'agilité du secteur privé. Le manque de transparence et la difficulté à obtenir des autorisations freinent non seulement l'investissement étranger, mais aussi les initiatives nationales. Peu à peu, l'économie argentine se sclérose, incapable de tirer profit d'un savoir-faire ancien ou de ressources naturelles abondantes. Les infrastructures vieillissent, les indicateurs de productivité stagnent et les opportunités de diversification se réduisent. L'immobilisme économique du péronisme n'est pas une simple posture idéologique : il devient un handicap structurel entravant la dynamique nationale.

La dimension sociale du péronisme est au cœur de son projet politique. **Le régime hausse les salaires, instaure des congés payés, légalise et favorise un syndicalisme fort, garantit des droits économiques et sociaux, et met en place une forme de sécurité sociale plus inclusive.** Ces avancées sociétales améliorent la vie des travailleurs, renforcent leur pouvoir d'achat

et cimentent une base politique populaire fidèle. Toutefois, cette politique redistributive repose sur une conception réductrice du socialisme, hybride et incomplète, qui tend à ignorer l'importance de la compétitivité, de la recherche de l'excellence et de la gestion rigoureuse des ressources.

Dans la pratique, ce socialisme national implique que **l'État régule étroitement les prix, soutienne artificiellement certains secteurs industriels et empêche l'économie de bénéficier pleinement de l'essor technologique mondial.** Le marché interne devient un univers clos, coupé des incitations externes, où les entreprises s'épuisent dans des schémas productifs archaïques, faute de devoir affronter une concurrence internationale. La nationalisation ou le fort contrôle des entreprises aboutit souvent à des monopoles rigides peu enclins à se réformer. La dynamique entrepreneuriale privée se heurte à des obstacles administratifs et politiques, et les entreprises étrangères hésitent à s'implanter dans un pays où les règles changent fréquemment en fonction des besoins politiques. Finalement, **ce socialisme « réducteur » ne stimule pas l'innovation, ne fait pas émerger de champions nationaux solides** et condamne le pays à un marché du travail sclérosé où l'emploi est certes protégé, mais où la productivité, la valeur ajoutée et la création de richesse restent limitées.

La rigidité du système péroniste et l'absence de réformes structurelles de grande envergure engendrent une série de déséquilibres macroéconomiques. Les dépenses publiques croissantes, destinées à soutenir le pouvoir d'achat, les entreprises étatiques et l'appareil productif national, rendent les finances publiques fragiles. Pour compenser ces coûts, l'Argentine recourt souvent à l'endettement extérieur ou à l'émission monétaire, générant des pressions inflationnistes récurrentes. L'inflation endémique érode le pouvoir d'achat, exigeant de nouvelles augmentations salariales, qui entretiennent elles-mêmes la hausse des prix. **Ce cercle vicieux pèse sur la compétitivité des entreprises, renchérit leurs coûts de production, et rend le pays peu attractif aux yeux des investisseurs.** Les dévaluations se succèdent, cherchant à restaurer la compétitivité, mais renforçant l'instabilité et sapant la confiance dans la monnaie nationale.

LE GRAND DECLASSEMENT ECONOMIQUE

Ce contexte marque un début de déclassement progressif de l'Argentine sur la scène internationale. Autrefois considérée comme la « **terre de demain** » par de nombreux économistes du début du XXe siècle, la nation se voit reléguée au rang de pays à problèmes, soumis à des interventions du FMI, à des crises monétaires chroniques et à des ajustements douloureux. Les chocs pétroliers, **les fluctuations des prix des matières premières et l'incapacité de l'Argentine à exporter des biens manufacturés de qualité donnent lieu à une réduction progressive de sa part dans le commerce mondial**. De pays phare en Amérique latine, l'Argentine glisse vers le statut de puissance moyenne, contestant de moins en moins la suprématie économique du Brésil ou du Mexique dans la région.



Figure 2 - Sources : Maddison Project - Calculs de l'auteur

Le graphique illustre de manière claire et saisissante la perte d'influence économique de l'Argentine en comparaison avec les États-Unis. Il combine deux éléments essentiels pour mettre en perspective cette évolution : le PIB par habitant des deux pays et la différence entre leurs PIB par habitant. La courbe bleue, représentant le PIB par habitant de l'Argentine, montre qu'au

XIXe siècle et au début du XXe siècle, l'Argentine suivait une trajectoire relativement comparable à celle des États-Unis, bien que sur une échelle inférieure. Cependant, à partir des années 1950, une divergence nette et croissante apparaît. **Tandis que le PIB par habitant des États-Unis, représenté en rouge, continue d'augmenter de manière exponentielle, celui de l'Argentine stagne, voire régresse à certains moments,** témoignant de crises successives et d'une instabilité politique prolongée que nous verrons en mettant en exergue les périodes politiques argentines.

Cet affaiblissement structurel impacte la société : **les classes moyennes, autrefois florissantes, voient leur niveau de vie stagner,** quand il ne baisse pas. Le système éducatif, bien que toujours relativement solide, ne parvient pas à servir pleinement l'essor d'industries innovantes. Le potentiel agricole, jadis source de prospérité, ne suffit plus à garantir un développement régulier, d'autant que la mécanisation et l'évolution des marchés exigeraient des investissements technologiques plus importants. Le décalage entre un modèle social-centriste porté par le péronisme et les réalités macroéconomiques de la fin du XXe siècle se fait, chaque année, plus criant.

Le péronisme, entendu comme phénomène historique et non comme simple mandat présidentiel, laisse un héritage complexe. En voulant affirmer l'Argentine comme nation souveraine et socialement juste, il a posé les fondements d'un État-providence qui, pendant un temps, a amélioré le sort des travailleurs et intégré de larges pans de la population dans le champ politique et économique. Cependant, ce faisant, il a figé le modèle productif, confondu protection sociale et absence de compétitivité, et rendu l'Argentine vulnérable aux chocs économiques internes et externes. La structure économique, plutôt que de s'approfondir et se diversifier, s'est rigidifiée, freinant l'adaptation aux nouveaux défis de l'après-guerre, tels que la globalisation des échanges, la révolution technologique ou la montée des nouveaux centres industriels asiatiques.

Cette situation n'est pas restée sans conséquences politiques. Le dépérissement économique, entamé dès l'ère péroniste, a alimenté un

climat de défiance envers le pouvoir. Les ajustements ultérieurs, souvent dictés par des régimes militaires, des technocrates néolibéraux ou des gouvernements populistes, n'ont jamais véritablement réglé la question de l'efficacité économique ni de l'équité sociale. Au contraire, ils ont parfois renforcé les penchants autoritaires, la fragilité monétaire et la dépendance à l'endettement extérieur. En fin de compte, **le péronisme a initié un cycle où l'Argentine, au lieu de consolider son rang parmi les économies avancées, s'est progressivement retrouvée enfermée dans des mécanismes d'instabilité, d'incertitude et de dégradation de ses indicateurs macroéconomiques.**

UN ANCRAGE DU PERONISME A TRAVERS LES MAUVAIS REGIMES POLITIQUES

Reprenons notre premier graphique et intégrons-y les périodes politiques argentines depuis l'arrivée au pouvoir de Péron. Ainsi mettons en bleu les périodes de pouvoir des leaders péronistes (justicialistes), en vert les périodes de gouvernance **des juntas militaires** et en rouge les périodes liées à l'union civique radicale de gauche argentin.

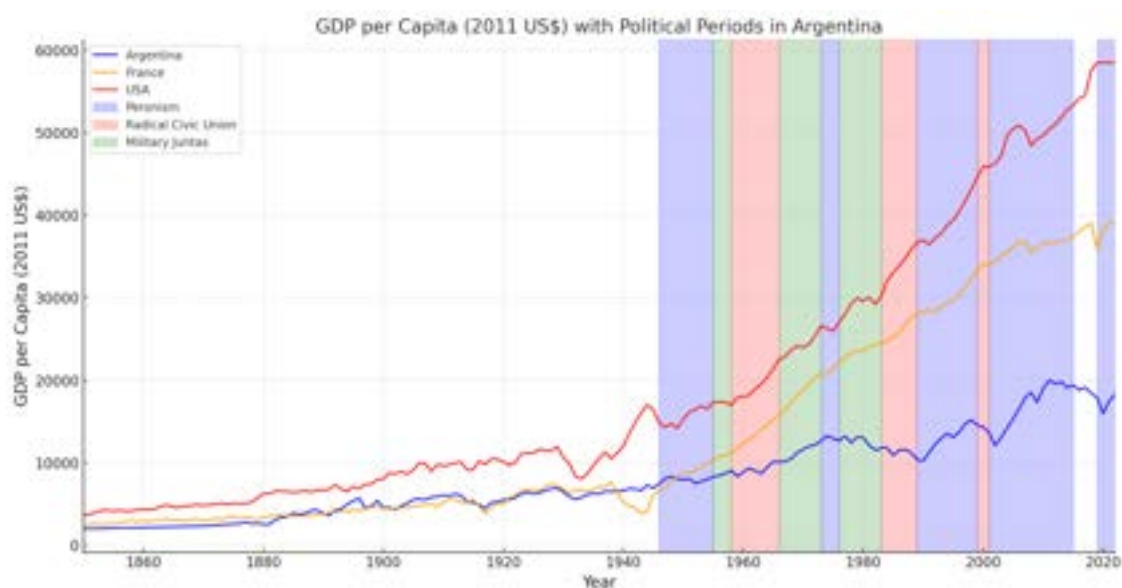


Figure 3 - Sources : Maddison Project - Calculs de l'auteur

Période	Mouvance politique	Dirigeant
1946-1955	Péronisme (justicialisme)	Juan Péron
1955	Junte militaire	José Domingo Molina Gómez
1955	Junte militaire	Edouardo Lonardi
1955-1958	Junte militaire	Pedro Eugenio Aramburu
1958-1962	Union civique radicale	Arturo Frondizi
1962-1963	Union civique radicale	José María Guido
1963-1966	Union civique radicale	Arturo Umberto Illia
1966-1970	Junte militaire	Juan Carlos Onganía
1970-1971	Junte militaire	Roberto Marcelo Levingston
1971-1973	Junte militaire	Alejandro Agustín Lanusse
1973	Péronisme (justicialisme)	Héctor José Cámpora
1973	Péronisme (justicialisme)	Raúl Alberto Lastiri
1973-1974	Péronisme (justicialisme)	Juan Péron
1974-1976	Péronisme (justicialisme)	María Estela Martínez de Perón
1976-1981	Junte militaire	Jorge Rafael Videla
1981	Junte militaire	Roberto Eduardo Viola
1981	Junte militaire	Carlos Alberto Lacoste
1981-1982	Junte militaire	Leopoldo Galtieri
1982	Junte militaire	Alfredo Oscar Saint-Jean
1982-1983	Junte militaire	Reynaldo Bignone
1983-1989	Union civique radicale	Raúl Alfonsín
1989-1999	Péronisme (justicialisme)	Carlos Menem
1999-2001	Union civique radicale	Fernando de la Rúa
2001	Péronisme (justicialisme)	Adolfo Rodríguez Saá
2002-2003	Péronisme (justicialisme)	Eduardo Duhalde
2003-2007	Péronisme (justicialisme)	Néstor Kirchner
2007-2015	Péronisme (justicialisme)	Cristina Fernández de Kirchner
2015-2019	Proposition républicaine	Mauricio Macri
2019-2023	Péronisme (justicialisme)	Alberto Fernández
2023-	Libertarien	Javier Milei

Tableau 1 - Répartition par périodes et courants politiques des présidents argentins

Maintenant que nous distinguons les différentes phases politiques que l'Argentine a vécues, nous pouvons intégrer à la figure 2 un autre graphique additionnant chaque phase de baisse du PIB/habitant en Argentine depuis 1870 en isolant la courbe du pays.

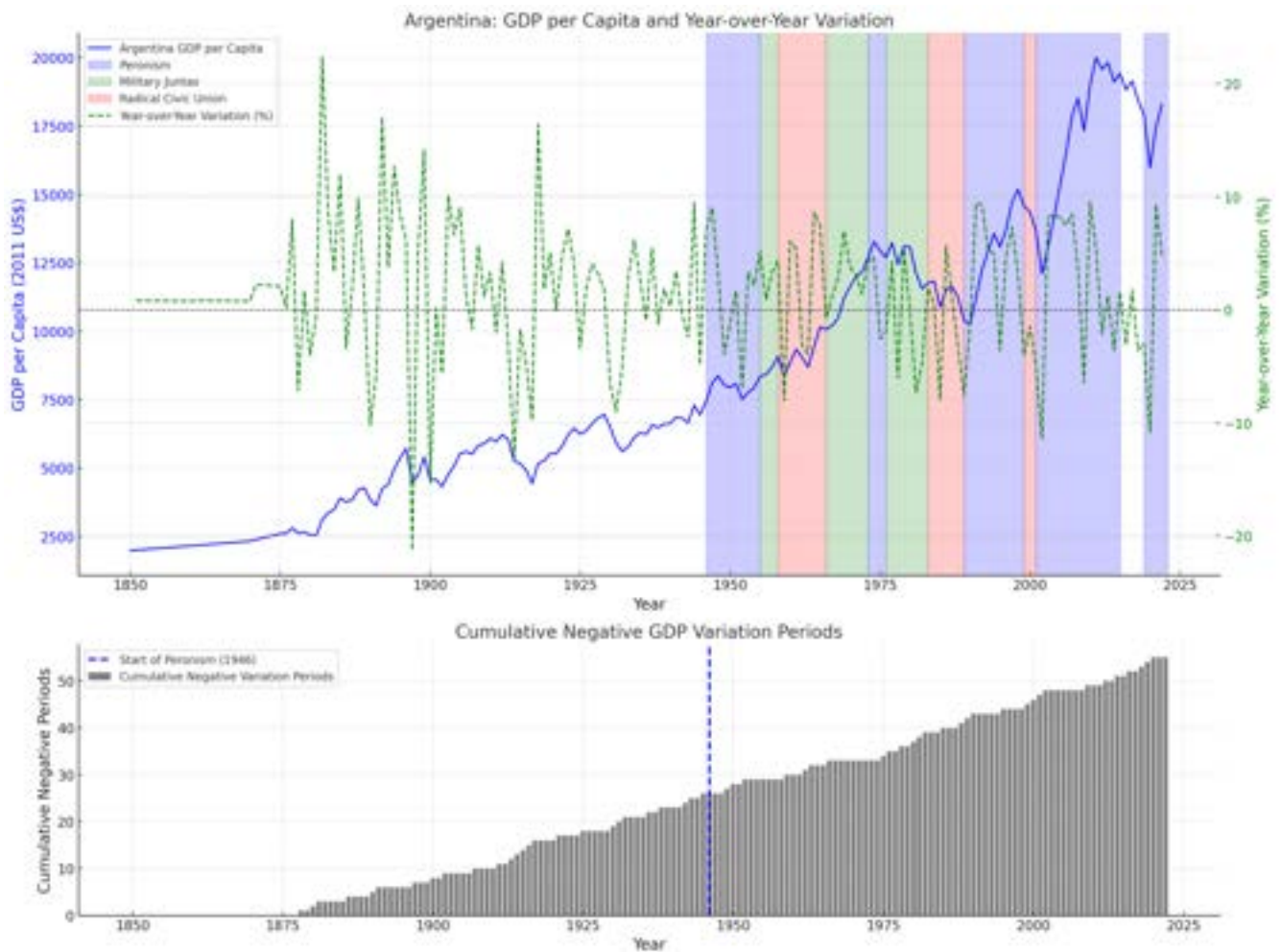


Figure 4- Sources : Maddison Project - Calculs de l'auteur

Le premier graphique met en évidence une croissance initiale marquée du PIB par habitant entre le milieu du XIXe siècle et les premières décennies du XXe siècle. **Cette période coïncide avec l'intégration de l'Argentine dans l'économie mondiale comme l'un des principaux exportateurs de produits agricoles.** Le modèle agro-exportateur de cette époque, fortement soutenu par des capitaux étrangers et l'afflux de migrants, favorise une croissance stable. Cependant, les fluctuations de la courbe verte des

variations annuelles montrent une instabilité croissante au fil des décennies, en particulier à partir de la Grande Dépression des années 1930.

Le second graphique, qui montre **le cumul des périodes de variation négative du PIB, met en lumière une tendance alarmante**. À partir des années 1970, le cumul des périodes de décroissance augmente rapidement, signalant une incapacité chronique à maintenir une croissance économique durable. La ligne bleue verticale indiquant le début du péronisme en 1946 montre que, malgré des ambitions redistributives et industrialisantes, cette période initie un cycle de fragilités structurelles persistantes.

L'analyse approfondie de ce graphique révèle que l'économie argentine a été prise au piège de modèles économiques successifs, souvent désalignés des réalités globales. **Les politiques protectionnistes, suivies par des épisodes de libéralisation désordonnée, ont laissé l'économie vulnérable aux chocs externes et ont sapé les bases d'une croissance stable**. Par ailleurs, la dépendance vis-à-vis des matières premières, l'instabilité politique et les politiques monétaires incohérentes ont contribué à une volatilité qui freine le potentiel économique du pays.

Comme nous l'avons vu, **l'économie de l'Argentine est très dépendante de sa production de matière première**, l'une des principales étant le pétrole nous nous devons de comparer les tendances.

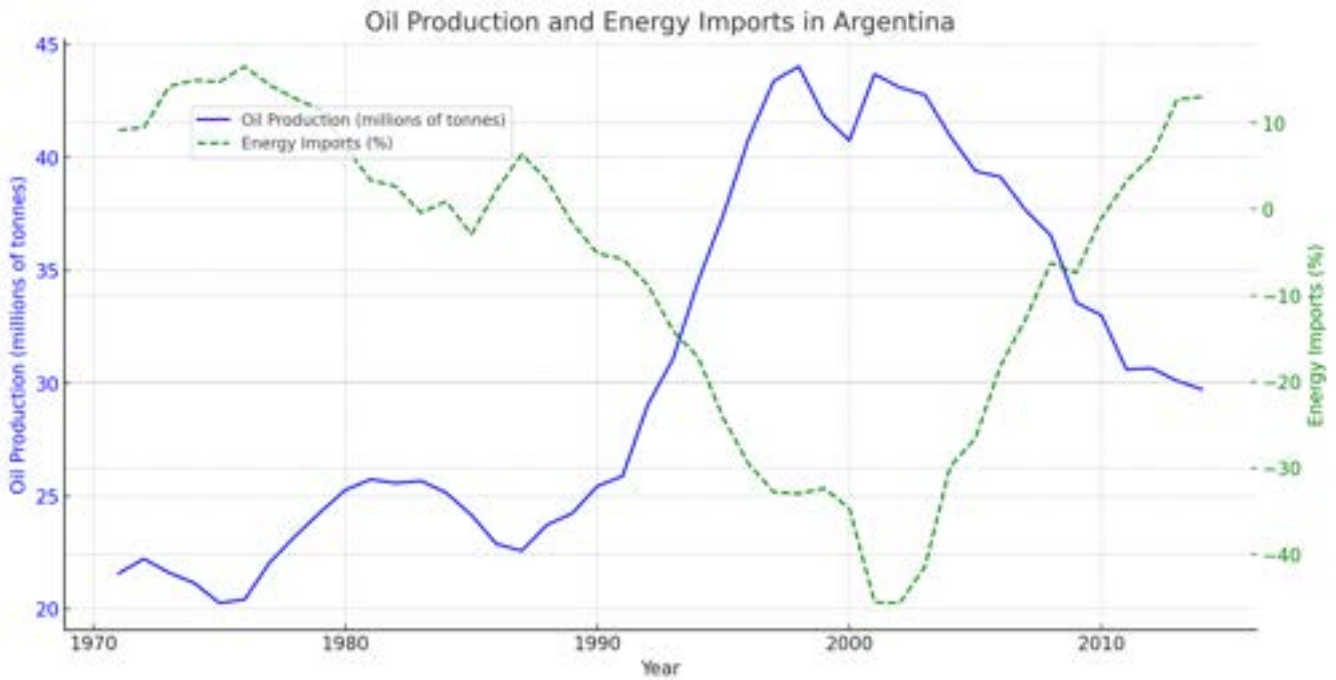


Figure 5 - Sources : British Petroleum – Banque Mondiale - Calculs de l'auteur

Au début de la période considérée, **la production pétrolière de l'Argentine enregistre une hausse progressive, culminant au début des années 2000.** À ce moment-là, le pays parvient à un niveau d'autosuffisance énergétique relativement élevé. Aussi, les importations d'énergie, initialement faibles, poursuivent une tendance à la baisse jusqu'à devenir négatives dès les années 1980. Cet état de fait traduit le passage à un statut d'exportateur net, conséquence d'une production pétrolière en plein essor et de politiques publiques encourageant l'exploitation des ressources nationales.

Toutefois, à partir du tournant des années 2000, cette trajectoire positive s'inverse peu à peu. La production pétrolière amorce un déclin régulier, suggérant une saturation des gisements, une baisse des investissements dans le secteur ou encore une gestion inefficace des ressources énergétiques. Parallèlement, **les importations d'énergie repartent à la hausse et reflètent une dépendance grandissante vis-à-vis des marchés internationaux pour satisfaire la consommation intérieure.** Cette tendance atteint un seuil critique dans le courant des années 2010, lorsque les importations dépassent à nouveau des niveaux historiquement élevés, illustrant la vulnérabilité de l'Argentine sur le plan énergétique.

L'analyse détaillée de ces évolutions met en lumière plusieurs enjeux majeurs pour l'économie du pays. Premièrement, **le recul de la production pétrolière** souligne les limites d'un modèle principalement axé sur l'exploitation des ressources naturelles, sans investissements substantiels dans la modernisation des techniques d'extraction ou la diversification du mix énergétique. Deuxièmement, **la hausse marquée des importations d'énergie aggrave le déficit commercial** et rend l'économie argentine plus sensible aux fluctuations des cours mondiaux de l'énergie, ce qui peut fragiliser davantage la stabilité macroéconomique.

Enfin, cette évolution des indicateurs énergétiques possède d'importantes implications économiques et politiques. L'incapacité à maintenir durablement l'autosuffisance en hydrocarbures pèse sur la balance commerciale et sur la résilience financière du pays. Par ailleurs, **l'augmentation continue des importations témoigne des difficultés de l'Argentine à répondre à des besoins internes toujours plus importants, alors même que la production nationale s'amenuise**. Ces constats soulignent, d'une part, la nécessité de repenser les stratégies énergétiques et, d'autre part, l'urgence d'envisager de nouvelles formes de coopération internationale ou de diversification sectorielle pour renforcer la sécurité énergétique de la nation.

Bien que l'économie de l'Argentine se soit longtemps basée sur son modèle agricole, elle a dû, lors du siècle précédent, revoir sa structure économique afin de s'ancrer dans la mondialisation.

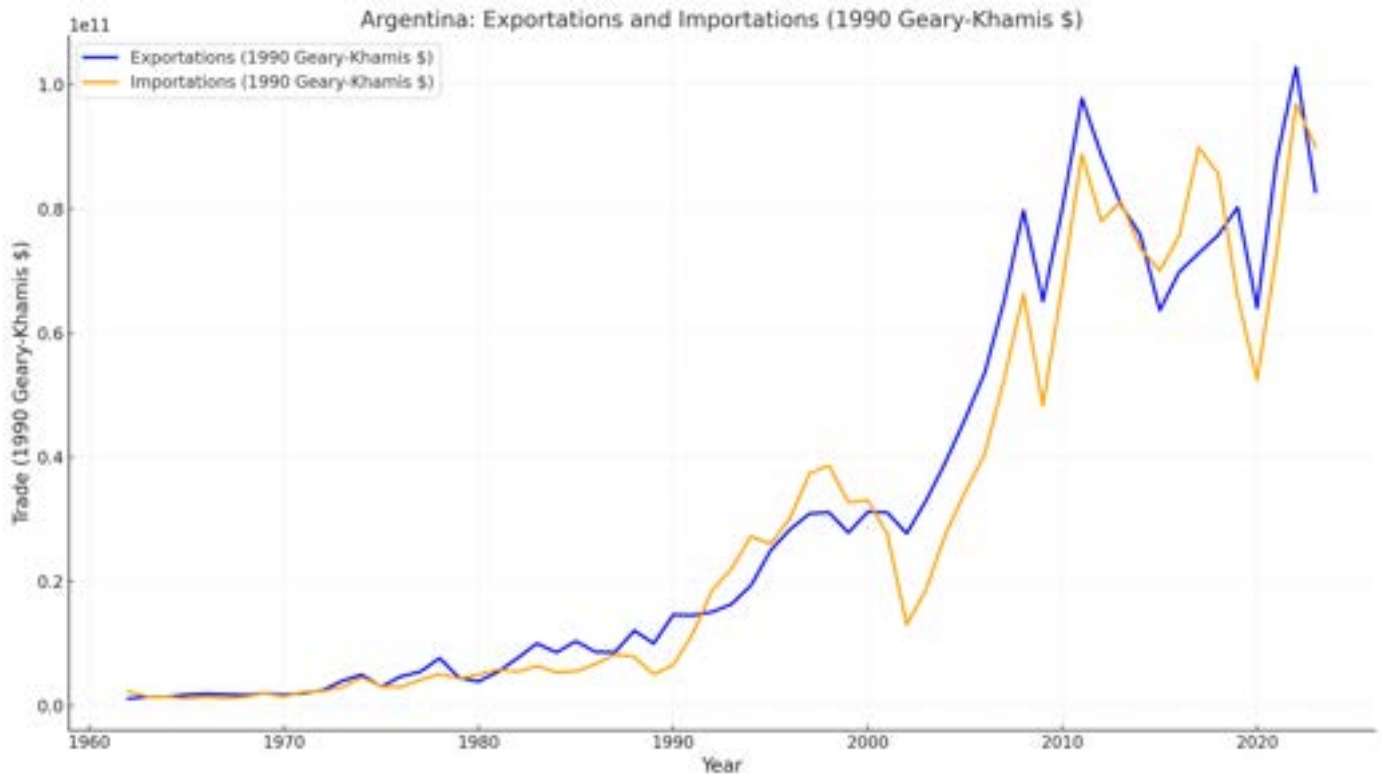


Figure 6 - Sources : Banque Mondiale - Calculs de l'auteur

Ici est illustrée l'évolution des exportations et importations de l'Argentine, exprimées en dollars Geary-Khamis de 1990, sur une période allant de 1960 à 2023. Les exportations sont représentées par une courbe bleue, tandis que les importations sont tracées en orange, permettant une comparaison directe des deux indicateurs au fil du temps.

Pendant les premières décennies, **de 1960 aux années 1980, les exportations et les importations restent relativement modestes et suivent une tendance légèrement ascendante**, caractéristique d'une économie en développement où le commerce international joue un rôle limité. Toutefois, les années 1990 marquent une nette accélération de ces deux indicateurs, en partie grâce aux réformes économiques et à une plus grande intégration de l'Argentine dans les marchés mondiaux. Ces réformes, accompagnées de la libéralisation du commerce, ont favorisé une augmentation notable des volumes échangés.

À partir des années 2000, le graphique montre une forte volatilité dans les deux courbes, avec des périodes où les importations dépassent les

exportations, signalant des déficits commerciaux. Ces fluctuations sont liées à plusieurs facteurs, notamment **les variations des prix des matières premières, les politiques économiques adoptées par les gouvernements successifs, et les crises financières internationales**. L'augmentation spectaculaire des exportations lors des années 2010 reflète une période de forte demande mondiale pour les produits agricoles, une des clés de l'économie argentine. Cependant, cette tendance est suivie par une baisse des exportations et des importations, indiquant un ralentissement.

L'écart entre les courbes, bien qu'étroit pendant certaines périodes, révèle des déséquilibres commerciaux qui ont des implications importantes sur la balance des paiements et la stabilité macroéconomique. Par exemple, **les années où les importations surpassent les exportations, souvent en raison d'une sur-dépendance à des biens étrangers ou de politiques expansionnistes**, sont associées à des pressions accrues sur les réserves de change. Inversement, les périodes où les exportations sont dominantes témoignent d'une meilleure performance dans le commerce, souvent grâce à une forte demande pour les produits agricoles et énergétiques.

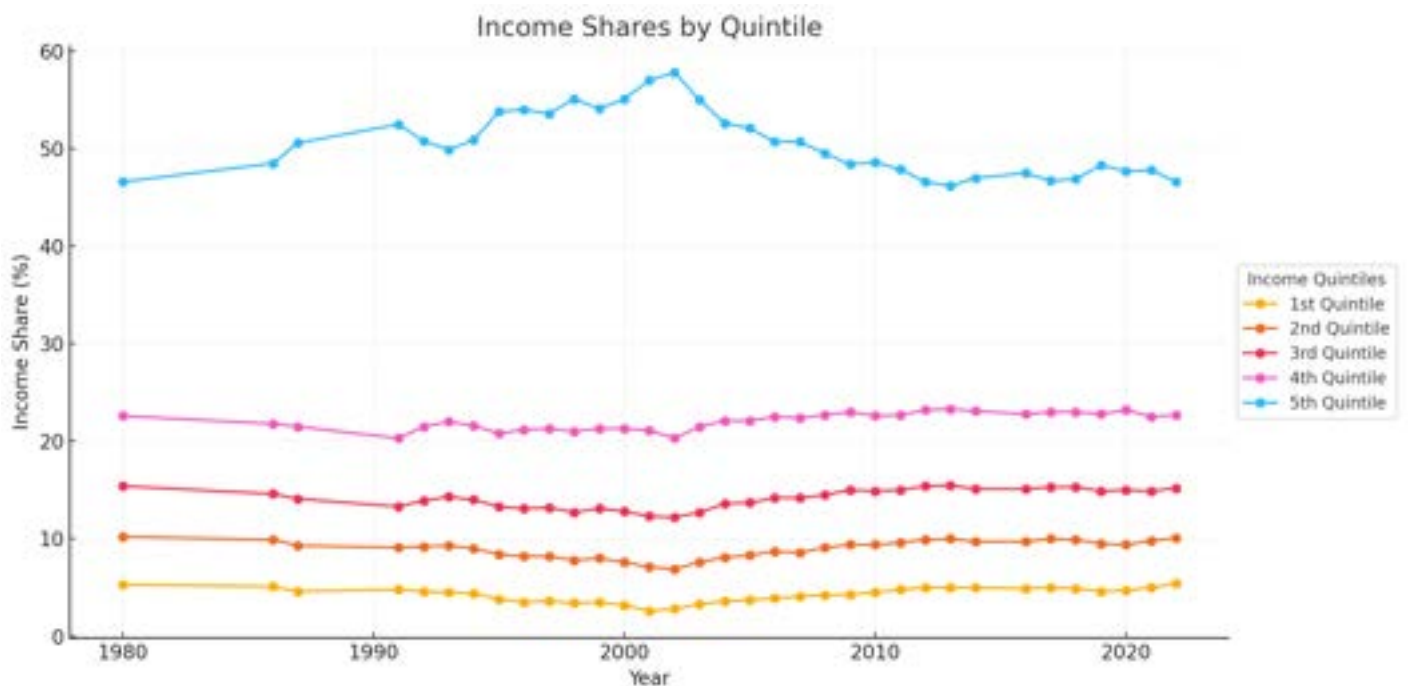


Figure 2 - Sources : Banque Mondiale - Calculs de l'auteur

Les quintiles représentent des groupes de population classés selon leur niveau de revenu, le premier quintile étant le 20 % le plus pauvre, et le cinquième quintile le 20 % le plus riche. La courbe bleue, représentant le cinquième quintile, domine nettement, soulignant la concentration d'une part importante des revenus au sommet de la distribution.

Dans les années 1980, le cinquième quintile accaparait environ 50 % des revenus totaux, tandis que les quatre autres quintiles se partageaient le reste. Cette forte disparité reflète une structure économique inégalitaire déjà présente. Cependant, une augmentation relative des inégalités est perceptible au cours des années 1990, période marquée par des réformes libérales et une ouverture accrue de l'économie. **La part des revenus détenue par le cinquième quintile atteint son apogée à la fin des années 1990, dépassant 55 %, tandis que celle des quintiles inférieurs recule légèrement.** Les années 2000, en revanche, montrent une légère contraction des inégalités. La part des revenus détenue par le cinquième quintile diminue progressivement pour se stabiliser autour de 45-50 %, tandis que les parts des quintiles inférieurs augmentent légèrement. Cette évolution peut être liée à des politiques sociales plus inclusives et à une meilleure redistribution des ressources pendant les années de gouvernements favorables à l'intervention de l'État.

Cependant, les inégalités restent importantes. **En 2022, le cinquième quintile détient toujours près de 50 % des revenus, tandis que les quatre autres quintiles combinés se partagent la moitié restante.** Les parts des revenus des deux quintiles les plus bas (le premier et le deuxième) restent relativement faibles, fluctuants autour de 10 % et 15 % respectivement, ce qui souligne la persistance des défis en matière de justice sociale et de réduction des inégalités.

Ainsi, le cycle d'affaiblissement amorcé sous le premier péronisme ne s'est pas résumé à une simple dégradation économique : **il a également alimenté une instabilité politique chronique, comme le montre la succession de régimes listés dans le Tableau 1.** Après la chute de Juan Perón en 1955,

l'Argentine s'engage dans une alternance tumultueuse entre gouvernements civils et dictatures militaires, ponctuée de tentatives de libéralisation partielle. Chacun de ces changements de cap vise à enrayer la spirale d'endettement, d'inflation et de déficits commerciaux, sans pour autant parvenir à reconstruire une base productive solide. Les juntas militaires qui se succèdent (entre 1955 et 1958, puis de nouveau à partir de 1966, 1976, etc.) invoquent la nécessité d'une stabilisation économique et d'une « moralisation » de la vie publique. Dans les faits, ces régimes autoritaires imposent souvent des politiques de rigueur et de contrôle, tout en réprimant fortement toute opposition, qu'elle soit syndicale ou politique.

Les phases de gouvernance civile, notamment sous Arturo Frondizi (1958-1962) ou Arturo Umberto Illia (1963-1966), tentent d'assouplir le modèle péroniste, mais se heurtent à plusieurs obstacles : **l'hostilité des militaires, la fragilité des alliances politiques et l'ampleur des déséquilibres macroéconomiques hérités de la période précédente.** L'interventionnisme de l'État est souvent réduit dans certains secteurs, tandis que d'autres restent sous contrôle public ; ce mélange hybride est peu propice à l'émergence d'une stratégie de développement cohérente. Les gouvernements, civils et militaires, peinent à stabiliser la monnaie et à réorienter l'économie vers plus d'ouverture compétitive. Les figures 2 et 4 confirment qu'à chaque épisode de crise—qu'il s'agisse d'une dévaluation massive ou d'une flambée inflationniste—le PIB par habitant subit de nouvelles secousses, prolongeant ou amplifiant les phases de décroissance.

La récurrence des cycles de politique monétaire expansionniste, suivie de plans d'ajustement drastiques, génère un climat d'incertitude qui décourage l'investissement de long terme. Les entreprises étrangères hésitent à s'implanter, de crainte d'une nationalisation soudaine ou d'un changement réglementaire arbitraire, tandis que les entrepreneurs argentins peinent à accéder à des financements stables. Cette incertitude nourrit également la dollarisation partielle de l'économie : **les habitants épargnent en monnaie étrangère, agissant comme une assurance contre l'inflation endémique, mais affaiblissant davantage le peso.**

Le bref retour de Perón en 1973, puis la présidence d'Isabel Perón après son décès en 1974, accélèrent de nouveau les dépenses publiques pour contenter la base électorale populaire, sans réformes structurelles majeures. L'inflation repart à la hausse et l'insécurité politique s'accroît (mouvements révolutionnaires, factions péronistes rivales, interventions militaires), jusqu'à ce que la junte de 1976, menée par Jorge Rafael Videla, s'empare du pouvoir. **Cette dictature tente, par une politique de « libéralisation de choc », de rompre avec le legs péroniste : privatisations, réduction des subventions, ouverture accrue aux capitaux extérieurs.** Toutefois, les résultats restent contrastés. Si certains secteurs exportateurs profitent d'un regain de compétitivité, l'industrie domestique protégée souffre d'une concurrence soudaine, et la dette extérieure s'emballe. Les inégalités se creusent, comme le souligne la courbe du cinquième quintile dans la *Figure 7*, et la société argentine subit le coût humain et social de la répression (desaparecidos, exils forcés, etc.).

Avec le retour de la démocratie en 1983, le gouvernement d'Alfonsín (Union civique radicale) tente de juguler l'hyperinflation. Les mesures prises (notamment le Plan Austral en 1985) n'empêchent pas les dévaluations successives, signe que le mal est plus profond. Il faut attendre l'élection de Carlos Menem (péroniste) en 1989 pour voir l'adoption d'un virage résolument néolibéral : **privatisations massives, parité fixe 1 peso = 1 dollar (convertibilité), dérégulation du marché du travail et ouverture aux investissements étrangers.** Cette période, souvent appelée la « décennie Menem », introduit une stabilisation monétaire partielle—au prix, toutefois, d'une surévaluation du peso et d'un endettement croissant pour soutenir la convertibilité.

Dans un premier temps, **les exportations augmentent, l'inflation chute de manière spectaculaire, et l'Argentine attire des capitaux en quête d'opportunités de privatisation.** Cependant, les vulnérabilités sous-jacentes (dépendance aux matières premières, déficit commercial chronique, corruption et clientélisme) ne sont pas résolues. À la fin des années 1990, la récession mondiale conjuguée à la crise brésilienne (1998-

1999) provoque un effondrement de la demande d'exportations argentines. Les investisseurs retirent leurs fonds, la dette explose, et la fixité du peso par rapport au dollar devient intenable.

Le point de rupture survient en décembre 2001, lorsque le gouvernement de Fernando de la Rúa (Union civique radicale) instaure le "Corralito" pour geler les comptes bancaires, provoquant une crise sociale et politique sans précédent. C'est l'effondrement de la convertibilité, suivi d'un défaut de paiement historique sur la dette souveraine. Les Argentins, exaspérés, se tournent de nouveau vers le péronisme, lequel reprend les rênes du pouvoir en 2002 sous Eduardo Duhalde, puis avec Néstor Kirchner (2003-2007) et Cristina Fernández de Kirchner (2007-2015).

Ces gouvernements kirchneristes, tout en restant attachés à l'héritage social du péronisme, adoptent des politiques hétérodoxes : **contrôle des changes, taxes à l'exportation de produits agricoles, nationalisations ciblées (notamment dans l'énergie), et subventions massives pour préserver la consommation intérieure.** La demande mondiale de matières premières, notamment de soja, soutient temporairement la croissance, permettant une baisse du chômage et une certaine réduction des inégalités. Les *Figures 6 et 7* confirment une hausse des exportations dans les années 2000 et un léger recul de la concentration des revenus. Néanmoins, l'endettement public, la dépendance aux fluctuations des prix agricoles et la réémergence de l'inflation deviennent des freins persistants à un développement équilibré.

JAVIER MILEI : SYMPTOME OU REMEDE ?

L'arrivée de **Javier Milei** au pouvoir en 2023 a suscité de vives réactions en Argentine comme à l'étranger. Figure anticonformiste, économiste aux idées radicales, Milei incarne le rejet d'un establishment politique et économique jugé inefficace. Son discours, teinté d'un libéralisme extrême, s'articule autour de la réduction drastique du rôle de l'État, d'une ouverture accrue des marchés, et de la levée des nombreuses rigidités administratives qui, selon lui, freinent l'initiative privée.

Reste à déterminer si ces orientations—inscrites dans un contexte d'hyperinflation larvée, de dette extérieure lourde et de conflits sociaux récurrents—peuvent effectivement remettre l'Argentine sur le chemin d'une croissance durable. Dans cette partie, nous analyserons, sous l'angle économique, **les principaux axes de réforme proposés par Milei et évaluerons leur pertinence au regard des défis de l'économie argentine.**

« LE MILEISME » : SYMPTOME DES MAUX ARGENTINS AVEC DES INDICATEURS DE LIBERTE AFFAIBLIS

Le graphique ci-dessous met en évidence **les évolutions de plusieurs dimensions clés de la liberté économique et fiscale en Argentine entre 1995 et 2021**, des éléments essentiels pour comprendre les dynamiques économiques sous-jacentes et leur lien avec l'émergence de discours politiques radicaux comme celui de Javier Milei. Les indicateurs sélectionnés, qui incluent **la liberté commerciale, la liberté de propriété, la liberté économique, la liberté face à la corruption et la liberté fiscale,**

révèlent des tendances structurelles qui ont façonné le cadre économique et institutionnel argentin sur près de trois décennies.

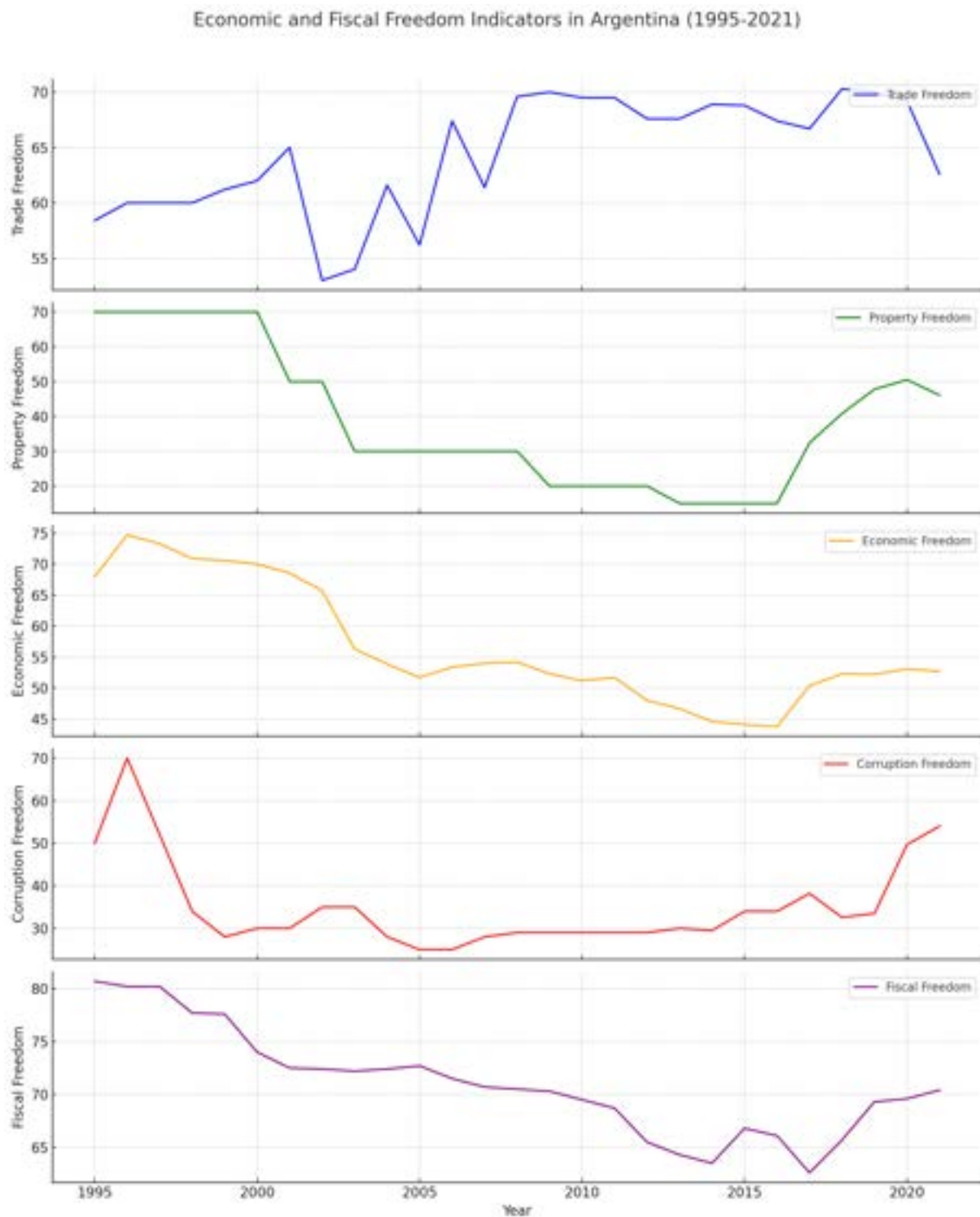


Figure 3 - Sources : Heritage foundation - Calculs de l'auteur

Les résultats montrent que l'Argentine a connu une détérioration progressive de plusieurs de ces indicateurs, en particulier la liberté économique et la liberté fiscale. Ces baisses traduisent une augmentation de l'intervention étatique, des distorsions sur les marchés et une pression fiscale croissante. Ce contexte reflète des choix économiques centrés sur la régulation accrue et des politiques budgétaires expansionnistes pour répondre à des crises récurrentes, comme celle de 2001-2002. Cependant, ces réponses, bien qu'elles aient pu atténuer les impacts à court terme, semblent avoir affaibli les fondements structurels nécessaires à une croissance soutenue et à la stabilité macroéconomique. En particulier, **la dégradation de la liberté fiscale indique une pression croissante sur les agents économiques, accentuant les tensions sociales et renforçant une perception négative de l'efficacité de l'État.**

La détérioration de la liberté de propriété, quant à elle, illustre la difficulté persistante à instaurer un cadre institutionnel capable de protéger les droits des investisseurs. **Cette tendance est particulièrement marquée au début des années 2000, période durant laquelle la crise financière a provoqué une érosion des garanties juridiques et une fuite des capitaux.** Bien que des améliorations marginales soient observées après 2015, elles restent insuffisantes pour restaurer la confiance des acteurs économiques, notamment dans un contexte global de compétition accrue pour les investissements internationaux.

La faiblesse chronique de la liberté face à la corruption constitue un autre facteur critique. **L'absence d'amélioration significative jusqu'à récemment reflète des institutions fragiles et une gouvernance marquée par des inefficacités structurelles.** Ce constat est cohérent avec l'analyse de la persistance d'un environnement institutionnel peu propice à une allocation optimale des ressources et à la réduction des asymétries de pouvoir entre les acteurs publics et privés.

Ces dynamiques alimentent le terreau sur lequel des acteurs politiques comme Javier Milei peuvent émerger. En capitalisant sur les frustrations

liées à ces limites structurelles, son discours propose une rupture avec les politiques traditionnelles, **en promouvant un modèle économique libertarien fondé sur une réduction drastique de l'intervention étatique, une fiscalité minimale et une libéralisation intégrale des marchés.** Les tendances historiques révélées par ces indicateurs montrent non seulement les failles de l'approche économique passée, mais aussi les contraintes institutionnelles qui pourraient limiter l'efficacité d'un programme politique radical comme celui de Milei. Une réforme efficace nécessiterait de surmonter ces failles structurelles tout en évitant de creuser davantage les inégalités ou d'exacerber les tensions sociales.

LES REMEDES DU « MILEISME »

L'OUVERTURE DES MARCHES COMME RELAIS DE CROISSANCE

Pour Milei, l'ouverture des marchés constitue **un levier prioritaire pour relancer une économie en souffrance.** Dans un environnement globalisé, un pays qui limite ses échanges commerciaux se prive de nombreux avantages : transferts technologiques, économies d'échelle, diversification des débouchés et, plus largement, participation aux chaînes de valeur mondiales. L'Argentine, dont l'histoire récente est émaillée de périodes de protectionnisme et de fermetures soudaines, n'a jamais pleinement exploité ces opportunités. Les chiffres (voir l'évolution des échanges à la *Figure 6* précédente) montrent que les exportations argentines, bien qu'élevées dans le secteur agricole, manquent de diversification et dépendent fortement des fluctuations des prix des matières premières.

Milei juge cette situation d'autant plus problématique que **l'industrie argentine est largement tournée vers le marché intérieur, sous perfusion d'aides publiques et d'une réglementation protectionniste.** En exposant davantage les entreprises locales à la concurrence internationale, il espère faire émerger un écosystème plus compétitif, où seules les firmes les plus performantes subsistent. Dans cette logique, l'ouverture commerciale doit aussi attirer les investissements étrangers, notamment dans des secteurs à

forte valeur ajoutée (infrastructures, énergie, industries technologiques), qui font cruellement défaut à l'Argentine depuis plusieurs décennies. En stimulant la productivité et en créant des emplois plus qualifiés, **la libéralisation serait la clé pour sortir de la spirale d'appauvrissement relative que connaît le pays, alors que le néolibéralisme est l'idéologie ayant sorti le plus de personnes de la pauvreté à l'échelle du monde** (près de 800 millions en Asie, dont 400 millions rien qu'en Chine).

Toutefois, **l'ouverture des marchés dans une économie affaiblie comporte des risques**. Une suppression abrupte des barrières douanières peut entraîner la disparition d'industries peu compétitives, accentuant à court terme le chômage et l'insécurité sociale. De plus, dans un contexte d'instabilité monétaire, **la volatilité du taux de change peut devenir un frein à l'investissement étranger**, malgré la libéralisation. Les investisseurs internationaux, qui ont subi de plein fouet les multiples défauts argentins et le contrôle des capitaux, peuvent rester méfiants, échaudés par les précédents de nationalisations ou de changements réglementaires brutaux.

À plus long terme, **l'ouverture commerciale n'a de sens que si le tissu productif local réussit à monter en gamme**. Or, l'Argentine souffre d'un déficit d'infrastructures, d'une main-d'œuvre hétérogène en termes de formation et d'une bureaucratie lourde—autant d'obstacles qu'une simple libéralisation ne résout pas automatiquement. À ce titre, on pourrait mentionner les travaux d'économistes du développement qui insistent sur la nécessité de combiner ouverture et renforcement des capacités internes (R&D, formation, gouvernance), faute de quoi le pays se contente de rester un exportateur de matières premières sans jamais développer de filières industrielles de pointe.

LES REFORMES STRUCTURELLES NECESSAIRES A OPERER

Depuis les premières heures du péronisme, **la dépense publique a joué un rôle central dans la politique économique argentine**, que ce soit pour soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs, subventionner les services publics ou maintenir à flot des entreprises sous tutelle. Cette tradition

interventionniste a engendré un État tentaculaire, dont le financement repose en partie sur l'emprunt extérieur et l'émission monétaire. Le cycle perpétuel inflation-dévaluation-endettement en résulte pour partie.

Milei, se positionnant comme ultralibéral, propose une réduction drastique de cette dépense publique. Dans son optique, l'État doit limiter ses interventions aux fonctions régaliennes (défense, sécurité, justice), tout en abandonnant ou en externalisant un grand nombre de services (éducation, santé, retraites, etc.). L'objectif déclaré est de rétablir l'équilibre budgétaire, de casser la spirale inflationniste et, à terme, de restaurer la crédibilité du pays vis-à-vis des marchés financiers internationaux. Le corollaire implicite, c'est une diminution des subventions sectorielles (par exemple dans l'énergie ou le transport), lesquelles pèsent lourdement sur le budget de l'État, tout en distordant les signaux de prix dans l'économie.

Toutefois, **la mise en œuvre d'une cure d'austérité aussi radicale risque de susciter des résistances sociales majeures** dans un pays où la pauvreté reste élevée et où les inégalités, bien qu'en légère baisse ces dernières années (voir la *Figure 7*), demeurent notables. Les coupes dans les dépenses sociales, combinées à la dérégulation du marché du travail, pourraient conduire à une explosion du chômage et à une précarisation d'une partie importante de la population, du moins à court et moyen terme.

La littérature économique suggère d'ailleurs qu'une réduction trop brutale de la dépense publique en période de faible croissance peut accentuer la récession, sans pour autant améliorer immédiatement la solvabilité du pays. L'Union européenne a connu des exemples similaires lors de la crise des dettes souveraines, où **une austérité trop rigide a parfois aggravé la contraction du PIB et fait grimper le rapport dette/PIB**. Dans le cas argentin, la question reste de savoir comment Milei compte articuler cette baisse du poids de l'État avec un plan crédible de relance ou de diversification productive. En l'absence de cela, la simple diminution des dépenses pourrait révéler la fragilité des bases industrielles et aggraver la dépendance du pays à l'égard des flux de capitaux internationaux.

Au-delà de la seule question budgétaire, l'un des thèmes chers à Milei est la simplification—voire l'abolition—de nombreuses réglementations considérées comme superflues. L'Argentine est régulièrement pointée du doigt pour la lourdeur de ses démarches administratives, sa complexité fiscale et la multiplicité de ses organismes de contrôle. **Cette situation décourage l'investissement local et étranger, favorise la corruption et pénalise fortement les petites entreprises, incapables de financer des services juridiques pour naviguer dans les méandres réglementaires.**

Les travaux de Daron Acemoglu – dernier prix Nobel d'économie-, notamment dans *Why Nations Fail*, soulignent **l'importance des institutions dans le développement économique**. Il distingue les « institutions inclusives » —celles qui encouragent l'initiative privée, protègent la propriété et l'innovation—des « institutions extractives » qui, au contraire, concentrent le pouvoir et la rente, brident la concurrence et découragent la productivité. Or, l'Argentine, avec son histoire de clientélisme, son interventionnisme erratique et ses services publics surdimensionnés, cumule nombre d'éléments relevant du second type. La capacité de l'État à simplifier et rendre plus transparentes ses procédures peut être un préalable essentiel à tout rebond économique.

S'inspirant de cette grille d'analyse, **Milei met en avant la nécessité de « dérigidifier » les processus administratifs**, qu'il s'agisse de créer une entreprise, d'acquérir un terrain, d'importer ou d'exporter des marchandises. L'idée est de réduire autant que possible le champ d'action de la bureaucratie et d'instaurer des mécanismes clairs, prévisibles, ancrés dans des règles de droit stables. Pour autant, la seule dérégulation ne suffit pas à bâtir des institutions « inclusives » au sens d'Acemoglu. Il faut également veiller à la qualité de la gouvernance, à l'indépendance de la justice, et à la protection effective des droits de propriété. Autrement, le risque est grand de voir émerger de nouveaux monopoles privés, souvent liés à des cercles de pouvoir, perpétuant ainsi les pratiques de rente.

En outre, la refonte des institutions n'est pas un processus immédiat ; **elle exige un consensus politique et sociétal**. Si Milei va trop vite et tente d'imposer par décret des réformes administratives profondes, sans concertation avec les agents économiques ni les corps intermédiaires, il pourrait provoquer une levée de boucliers et générer l'instabilité politique qu'il entend précisément réduire. On touche ici à la question plus large de la gouvernance : historiquement, l'Argentine a souffert de l'absence d'une culture de compromis durable. Les changements de cap violents, dictés par un seul homme ou un parti, n'ont jamais réussi à pérenniser les transformations institutionnelles.

LES PREMIERS RESULTATS DU MILEISME FACE AUX OBSTACLES STRUCTURELS

Au cœur des propositions défendues par Javier Milei, la question monétaire occupe une place centrale. Son idée de supprimer la Banque centrale pour dollariser l'économie argentine rappelle l'expérience menée par l'Équateur en 2000 et vise à rompre avec l'inertie inflationniste qui mine le pouvoir d'achat. En adoptant le dollar comme référence, **Milei espère instaurer un ancrage monétaire crédible, réduire la marge de manœuvre des gouvernants en matière d'impression monétaire et offrir un signal fort aux investisseurs**. À court terme, un tel choix pourrait effectivement contenir la hausse des prix et stabiliser les transactions quotidiennes. Toutefois, dollariser revient aussi à renoncer à une politique monétaire nationale et à s'exposer davantage aux chocs extérieurs, sans régler les problèmes structurels comme la dette publique élevée, le déficit budgétaire chronique ou le manque de compétitivité hors secteur agricole. La mise en œuvre d'une telle réforme susciterait inévitablement des questions sur sa durabilité et les moyens concrets de regagner la confiance des marchés internationaux sans retomber dans un cycle d'endettement massif.

Par ailleurs, **l'ambition ultra-libérale de Milei se heurterait à un environnement socio-politique complexe**. Les syndicats, très influents depuis l'ère péroniste, ont historiquement combattu toute dérégulation

approfondie du marché du travail. Les provinces, quant à elles, dépendent souvent des transferts de l'État fédéral pour financer leurs dépenses, et la réduction envisagée de la dépense publique éroderait leurs marges de manœuvre. De plus, **l'appareil bureaucratique, qu'il s'agisse des fonctionnaires au niveau national ou local, pourrait opposer une résistance acharnée à toute réforme brutale visant à démanteler des organismes publics ou à remodeler en profondeur les processus administratifs.** L'histoire argentine récente montre que lorsque le pouvoir exécutif s'aliène trop rapidement les acteurs clés de la vie économique et sociale, il s'expose à d'intenses tensions qui peuvent dégénérer en crise politique. Dans un pays marqué par une succession de coups d'État, de conflits sociaux et de plans d'austérité avortés, la capacité de Milei à nouer un large consensus déterminera dans quelle mesure il pourra engager et pérenniser des réformes de nature disruptive.

Il convient néanmoins de s'interroger sur les conditions qui permettraient à un programme nettement libéral de relancer durablement l'économie argentine. L'assainissement monétaire, par exemple, doit s'effectuer de manière progressive afin d'éviter un effondrement brutal de la demande intérieure. La mise en place de réformes institutionnelles, qui conduirait à un État plus transparent et moins interventionniste, s'impose comme un préalable à la restauration de la confiance des investisseurs et à la réduction des rentes de situation. Dans le même temps, **une stratégie d'ouverture commerciale nécessite un accompagnement intelligent des secteurs vulnérables, de sorte à leur permettre de gagner en compétitivité et de stimuler une montée en gamme dans la chaîne de valeur.** Par ailleurs, toute baisse drastique des dépenses publiques doit se doubler d'un dispositif social suffisamment robuste pour prévenir une explosion du mécontentement, d'autant plus que les indicateurs d'inégalité restent élevés. Enfin, la réussite d'un tel tournant dépend étroitement de la stabilité politique et de l'aptitude de Milei à obtenir un soutien parlementaire et territorial assez large pour inscrire ses réformes dans la durée, au-delà des cycles électoraux et des changements de majorités.

Selon le degré de consensus et la cohérence des réformes, divers scénarios se dessinent à court et moyen terme.

Dans une hypothèse optimiste, **Milei ferait taire les sceptiques en clarifiant ses priorités, en rassurant sur la pérennité de la stabilité réglementaire et en rétablissant la discipline budgétaire.** Cette stratégie pourrait attirer les capitaux productifs nécessaires à un rebond économique, tout en facilitant la modernisation de l'appareil administratif. L'inflation décroîtrait, la confiance reviendrait, et l'Argentine pourrait renouer avec une diversification de ses exportations et une intégration plus profonde dans les marchés internationaux.

Un scénario intermédiaire verrait certaines réformes passer, comme **l'ouverture commerciale partielle ou un gel des embauches dans la fonction publique,** mais se heurterait à des blocages institutionnels sur des mesures sensibles comme la dollarisation ou les privatisations d'entreprises publiques. Ici, la croissance resterait modeste, l'inflation baisserait sans s'éteindre, et l'économie demeurerait vulnérable à la conjoncture mondiale ou à une nouvelle flambée du prix des matières premières.

Enfin, **le scénario le plus pessimiste serait celui d'une confrontation sociale généralisée, alimentée par la hausse du chômage et la réduction trop abrupte des filets de sécurité,** qui mènerait à un climat de défiance accru. Les investisseurs se détourneraient de l'Argentine, redoutant une nouvelle alternance radicale, tandis que la monnaie redeviendrait instable. Le pays, déjà fragilisé par des décennies d'instabilité, retomberait alors dans une crise de gouvernance profonde, aggravée par le manque de consensus sur les orientations fondamentales de la politique économique.

CONCLUSION : VERS UN MODELE POPULISTE LIBERTARIEN ?

Pendant des décennies, deux visions ont tenté de soigner l'économie argentine : **l'interventionnisme de gauche et l'orthodoxie néolibérale. Deux échecs.** Le remède socialiste consistait à renforcer l'État-providence et les services publics par l'augmentation de la pression fiscale. Cela les conduisait à nationaliser des pans entiers de l'économie. Résultat : déficit public hors de contrôle, secteur privé étouffé et non compétitif, exil fiscal et vers l'économie informelle, et appauvrissement généralisé des classes moyennes. **Mais la réponse ordo-libérale n'a pas fait mieux.** Les coups de rabots budgétaires sans réelle vision économique de long terme, imposées par les plans du FMI pour remplir un objectif comptable, ont plongé le pays dans une récession prolongée. Inspirée par les méthodes européennes sous la crise des dettes souveraines, les coupes budgétaires se sont surtout traduites par la destruction des capacités productives.

Ainsi, **les réformes « libérales » et « sociales » n'ont pas touché à la dépense publique et sociale puisque 51% des argentins recevaient une aide sociale avant l'élection de Milei tandis que le poids de la dépense publique donc de l'État restait le même (environ 40% du PIB).**

Ainsi, Milei a émergé comme une figure iconoclaste qui bouscule les codes : suppression de la Banque centrale, dollarisation totale de l'économie, réduction drastique de la taille de l'État, fin des privilèges syndicaux et privatisations massives. Or, contre toute attente, ses premières mesures commencent à produire des effets car son pays enregistrerait 3,9% de croissance en 2025 grâce à la réduction du déficit primaire (33 000 suppressions d'emplois publics), la stabilisation monétaire et la relance du privé par un choc de confiance auprès des investisseurs.

L'Argentine devient donc **le premier laboratoire du nouveau libéralisme.** Là où les sociaux-démocrates et les conservateurs ont échoué, les

libertariens pourraient réussir à recréer de la croissance en assumant un changement de paradigme total adapté à la nouvelle économie mondiale. Ainsi, elle rompt les idées préconçues, en baissant les dépenses sociales pour baisser la pauvreté et baisser les dépenses publiques pour un État plus efficace. **L'Argentine ouvre peut-être une nouvelle page de l'histoire économique contemporaine : celle des libertariens, longtemps marginalisés, accèdent au pouvoir avec une légitimité électorale et une efficacité économique inattendues.**

Par **Hugo Spring-Ragain**, Expert des questions économiques du Millénaire

Crédit Photo : [Milei ataca Lula e repete com Brasil o que fez na Espanha - NSC Total, de Mídia NINJA, via NSC Total, sous licence CC BY-NC 4.0.](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*